



CONSEIL DE COMMUNAUTE

JEUDI 24 JUIN 2021

L'an deux mille vingt et un, le vingt quatre juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, PHILIPPE Georges, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, BOSSER Christian, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, CORNEC Elodie, LANGUENOU Céline, LENUE Françoise, MEVEL Stéphanie, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, THOMIN Mélanie, BODILIS Jean-François, DALIS-ABGRALL Gwénaëlle, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, YVINEC Odile, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
SERGENT André (pouvoir à LE GALL Jean-Noël)
TANGUY Anne (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
HERVOIR Stéphane (pouvoir à LANGUENOU Céline)
QUILLEVERE Séverine (pouvoir à CALVEZ Gilles)
ROULLEAUX David (pouvoir à NICOLAS Angélique)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)

Conseil de Communauté du 24 juin 2021
Délibération n°DCC2021_078

Objet	Contrôle d'accès en déchèteries : Sollicitation DSIL 2021
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Service Affaires Générales
Thème	Affaires générales

Patrick LECLERC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Les partenaires du G4DEC et Brest Métropole travaillent conjointement sur la problématique de la valorisation et du tri des déchets en cherchant des solutions coordonnées. La Communauté et les collectivités voisines sont en effet confrontées au problème récurrent de la croissance continue du flux des déchets verts et des encombrants déposés en déchèteries.

La mise en place d'un contrôle d'accès est l'une des pistes d'optimisation du fonctionnement des équipements d'apports volontaires pour mieux identifier notamment les professionnels qui engendrent beaucoup d'apports.

Ce dispositif de modernisation a déjà fait ses preuves et voit le jour dans de nombreuses collectivités. L'accès libre aux aires de déchets verts isolées ne sera plus possible à court terme en raison de la modification de la réglementation ICPE et du changement de régime juridique de ces installations. La Communauté anticipe la mise en place de ce contrôle des accès dans le cadre de la mise en conformité de ses équipements de tri par apport volontaire.

Les intercommunalités du pays de Brest ont exprimé la volonté de se lancer ensemble dans ce projet afin d'uniformiser l'accès et le fonctionnement des déchèteries/aires de déchets verts des différents territoires.

La Communauté a programmé en 2021 une réhabilitation totale de la déchèterie de Run ar Moal à Daoulas et une remise à niveau de la déchèterie de Saint Eloi à Plouédern, ce qui constitue le moment opportun pour intégrer un dispositif de contrôle des accès sur les deux sites.

La gestion automatisée des accès sera un vecteur d'amélioration du fonctionnement des déchèteries en mesurant en permanence les flux et les catégories de déchets entrants, ce qui permet :

- ➔ d'avoir des données précises sur l'utilisation des déchèteries : nombre de particuliers, nombre de professionnels, nombre de passages/jour, les jours les plus fréquentés, provenance des usagers,
 - ➔ de vérifier l'origine des apports et le type d'usagers, d'analyser et suivre les flux,
 - ➔ de refacturer les passages des usagers-utilisateurs des EPCI voisins afin de gommer les limites administratives en leur laissant la possibilité d'accéder aux différents sites des communautés.
- Les collectivités se chargeant de gérer entre elles les flux financiers résultant de la contrepartie du service rendu.

Les usagers bénéficieront d'une carte d'accès ou d'un dispositif équivalent (puce RFID ou autre) qui sera scannée par l'agent de déchèterie ou le système d'accès, (plaque d'immatriculation) ce qui alimentera le logiciel de facturation pour les catégories en redevance.

Le déploiement de cet outil se fera sous maîtrise d'ouvrage de chaque communauté mais dans le cadre d'un groupement de commandes pour l'aspect numérique du dispositif (bornes, logiciel de gestion...) pour garantir la compatibilité des systèmes et s'assurer d'un outil commun à large spectre pour gérer différents moyens et conditions d'accès.

Résultats attendus

- une facturation au plus juste et au réel des dépôts des professionnels qui constituent les apports les plus conséquents,
- la mise en place d'un fichier permettant de suivre les dépôts des usagers et de mettre en place une communication ciblée notamment envers les gros apporteurs...
- une plus grande sensibilisation des usagers pour les inciter à réduire leurs apports en déchèterie et à améliorer la qualité du tri. La Communauté pourra suivre au plus près la variation de la fréquentation et la rapprocher du flux des différents produits déposés afin de mieux

orienter et alimenter son programme de prévention vers les habitants mais aussi les professionnels, artisans...

La mise en place du contrôle d'accès se fera de manière conjointe avec les territoires voisins afin d'éviter les effets de report de fréquentations sur leurs sites. En agissant ainsi, l'acceptabilité de la démarche ainsi que son efficacité n'en seront que plus fortes en apportant une meilleure lisibilité auprès des usagers et professionnels.

Coût prévisionnel

Le montant prévisionnel du dispositif (mise en place d'une solution technique et logicielle) s'élève à 200 000 € HT pour l'équipement des 2 sites (déchèteries de Plouédern et Daoulas) non compris le fonctionnement (cartes usagers, abonnement logiciel de facturation, temps agent, communication...).

L'engagement financier relatif à ce contrôle d'accès (génie civil, équipements numériques, logiciel de gestion) est inclus dans le coût prévisionnel du projet de mise aux normes et rénovation des déchèteries de Daoulas et Plouédern (1 170 000 € HT) validé au stade AVP par le conseil de Communauté du 9 avril 2021.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu l'avis favorable de la Commission Environnement du 8 juin 2021

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 18 mai 2021

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : adopte le programme de mise en place d'un dispositif de contrôle d'accès dans les deux déchèteries/aires de déchets verts de Plouédern et de Daoulas pour un montant prévisionnel de 200 000 €,

Article 2 : autorise le président à solliciter une DSIL 2021 à hauteur de 50% de l'évaluation prévisionnelle du dispositif soit une dotation 2021 de 100 000 € pour accompagner l'EPCI pour déployer cet outil.